



Dimanche 14 juin 2026 - communiqué de presse votations du jour

Le Jura dit deux fois non : maintenant, il faut des actes

Le Parti socialiste jurassien prend acte des résultats de ce dimanche avec une satisfaction teintée d'exigence.

Au niveau cantonal, la population jurassienne a rejeté clairement l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » et la réforme du service civil. Deux non nets, qui confirment l'attachement de notre canton à une vision solidaire de la société, et qui appellent désormais à des politiques concrètes.

Sur l'initiative des 10 millions, soyons clairs : ce vote n'épuise pas le débat. L'UDC a su capter une inquiétude réelle que des décennies de politique libérale ont laissé s'installer : la pression sur les salaires, la hausse des loyers, les tensions dans les services publics. Ces problèmes existent. Ils ne sont pas causés par les personnes migrantes, mais ils ne disparaîtront pas non plus avec un seul vote. La protection des salaires doit être renforcée, pas seulement défendue en campagne : cela signifie des contrôles effectifs des conditions de travail sur les chantiers, dans l'hôtellerie-restauration, dans les soins. Cela signifie aussi s'attaquer aux groupes immobiliers qui font grimper les loyers. Sur le plan européen, ce vote envoie un signal fort pour les Bilatérales III : le Centre et le PLR portent désormais une responsabilité claire. C'est leur politique de lobbying qui a alimenté les conditions ayant rendu cette initiative possible, et c'est à eux de traduire ce signal populaire en engagements concrets pour des relations stables avec l'UE.

Sur le service civil, le Jura a voté à contre-courant du résultat national, et le PSJ s'en réjouit. Les civilistes jouent un rôle irremplaçable dans nos EMS, nos crèches et nos exploitations agricoles. Mais un non ne suffit pas non plus. Dans le Jura, les civilistes exécutent 21'865 jours de service sur une année, dont 10'577 dans le social et 5'530 dans la santé. Cela veut dire du temps humain dans les EMS, dans les institutions sociales, dans les écoles, dans l'agriculture, dans la protection de l'environnement, la conservation des biens culturels. Ce sont des bras, des compétences, une présence, un peu d'air, un soulagement pour des secteurs sous pression. Le fait que nos établissements de soins et nos structures d'accueil dépendent autant des civilistes révèle un problème structurel : le sous-financement chronique des travailleuses et travailleurs du soin et de l'accompagnement. Le PSJ continuera d'exiger la mise en œuvre effective de l'initiative sur les soins infirmiers, avec des améliorations réelles des conditions de travail et des salaires.

Ces résultats montrent une population qui ne se laisse pas séduire par des solutions simplistes, mais qui attend des réponses sérieuses à des problèmes réels. Rejeter les initiatives de l'UDC est nécessaire, ce n'est pas suffisant. La gauche jurassienne ne se contentera pas de postures défensives : elle portera des propositions concrètes sur la protection des salaires, le logement et les soins.

Contact : Léo Beuret, président du PSJ au 077 444 40 26 / Loïc Dobler, conseiller national au 079 265 94 84 / Mathilde Crevoisier Crelier, conseillère aux Etats au 079 218 33 68